



## Rapport financier intermédiaire Deuxième trimestre terminé le 31 décembre 2012

www.h2oinnovation.com  
investisseur@h2oinnovation.com

Symboles boursiers :  
Bourse de croissance TSX inc. : HEO  
Alternext : MNEMO : ALHEO

### RAPPORT DE GESTION

Les commentaires ci-après ont pour objet de présenter, conformément au règlement 51-102 des obligations de divulgation continue, une analyse des résultats d'exploitation et de la situation financière de H<sub>2</sub>O Innovation pour le trimestre terminé le 31 décembre 2012, en comparaison avec la période correspondante terminée le 31 décembre 2011, et devraient être lus en parallèle avec les états financiers consolidés et les notes afférentes. Ils permettent également de comparer la situation financière au 31 décembre 2012 à celle du 30 juin 2012. Certains énoncés figurant dans le présent Rapport de gestion relatif aux opérations de H<sub>2</sub>O Innovation ainsi que dans d'autres communications publiées par la Société décrivant de manière plus générale les objectifs, projections, estimations, attentes ou prévisions de la direction peuvent constituer des énoncés prospectifs au sens de la législation sur les valeurs mobilières. Les énoncés prospectifs concernent l'analyse et toute autre information basée sur la prévision de résultats futurs et l'estimation de montants qu'il est actuellement impossible de déterminer. Les énoncés prospectifs peuvent être identifiés par l'utilisation de termes tels que « anticiper », « si », « croire », « prévoir », « estimer », « s'attendre », « avoir l'intention », « peut », « pourrait », « devrait », « sera », et d'autres expressions similaires ainsi que les termes habituellement utilisés au futur et au conditionnel, notamment au regard de certaines hypothèses sur l'avenir d'une entreprise émergente. Ces énoncés prospectifs sont assujettis à certains risques et incertitudes qui peuvent faire en sorte que les résultats actuels et futurs de la Société diffèrent substantiellement des résultats indiqués par ces énoncés prospectifs. Le détail de ces risques et incertitudes est disponible sur SEDAR ([www.sedar.com](http://www.sedar.com)) dans la Notice annuelle de la Société datée du 25 septembre 2012. À moins que la législation applicable en matière de valeurs mobilières l'exige, H<sub>2</sub>O Innovation décline toute obligation de réviser ou de mettre à jour les énoncés prospectifs figurant dans le présent Rapport de gestion ou dans toute autre communication par suite de nouvelles informations, d'événements futurs ou de tout autre changement.

Les présents états financiers ont fait l'objet d'un examen par l'auditeur externe de la Société, à l'exception des données comparatives correspondantes qui n'ont pas fait l'objet d'un examen par l'auditeur externe de la Société. Ils ont été préparés selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS »). Toutes les valeurs déclarées dans le présent rapport sont en devise canadienne, sauf indication contraire.

## VISION, MISSION ET PROFIL

### NOTRE VISION

Créer de la valeur pour nos actionnaires de façon soutenue en devenant les meilleurs en Amérique du Nord, travaillant de concert avec les firmes d'ingénierie à concevoir et fabriquer des solutions de traitement des eaux sur mesure, aidés par nos fortes capacités techniques et d'analyse, qui nous permettent de maximiser l'efficacité, la durabilité et la performance des systèmes.

### NOTRE MISSION

Concevoir et fournir des solutions de haute performance fiables, intégrées et adaptées aux différents besoins de traitement des eaux, dans un environnement en constante évolution.

### NOTRE PROFIL

H<sub>2</sub>O Innovation fournit des solutions intégrées de traitement des eaux utilisant les technologies de filtration membranaire pour les marchés municipaux, de l'énergie et des mines. H<sub>2</sub>O Innovation conçoit des systèmes sur mesure pour la production d'eau potable, le recyclage d'eau, le dessalement, l'assainissement des eaux usées et la production d'eaux de procédés industriels, en plus d'offrir une gamme complète de produits chimiques de spécialité et consommables pour systèmes de filtration membranaire et d'osmose inverse. Comptant environ 115 employés et disposant de huit places d'affaires en Amérique du Nord, H<sub>2</sub>O Innovation est partenaire fondateur de la coentreprise H<sub>2</sub>O Innovation India de Mumbai, Inde.

## MESURE FINANCIÈRE NON CONFORME AUX IFRS

Dans ce rapport de gestion, la direction de la Société utilise une mesure qui n'est pas conforme aux IFRS. La mesure « BAIIA ajusté avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA ajusté) » n'est pas définie par les IFRS et ne peut être présentée formellement dans les états financiers consolidés. La définition du BAIIA ajusté ne prend pas en compte les variations de la juste valeur des contreparties éventuelles, la dépréciation du goodwill, l'amortissement des immobilisations incorporelles, les charges de rémunération à base d'actions, le gain sur entente de règlement et la quote-part des (gains) pertes d'une coentreprise. Le lecteur a la possibilité d'établir le lien entre le BAIIA ajusté et la perte nette. La définition du BAIIA ajusté utilisée par la Société peut différer de celles utilisées par d'autres entreprises.

Bien que le BAIIA ajusté ne soit pas une mesure conforme aux IFRS, elle est utilisée par la direction, les analystes, les investisseurs et les acteurs financiers pour évaluer la performance et la gestion de la Société d'un point de vue financier et opérationnel.

### Rapprochement du BAIIA ajusté au bénéfice (à la perte) net(te)

	Période de trois mois terminée le 31 décembre		Période de six mois terminée le 31 décembre	
	2012	2011	2012	2011
	\$	\$	\$	\$
Bénéfice (Perte) net(te) pour la période	<b>488 854</b>	(1 214 510)	<b>758 550</b>	(1 479 914)
Charges financières – nettes	<b>208 021</b>	194 704	<b>413 140</b>	388 868
Impôts sur le résultat	<b>15 049</b>	-	<b>15 049</b>	(177 188)
Amortissement des immobilisations corporelles	<b>68 823</b>	69 333	<b>137 307</b>	146 336
Amortissement des immobilisations incorporelles	<b>177 937</b>	242 659	<b>355 695</b>	476 283
Charges de rémunération à base d'actions	<b>9 174</b>	36 327	<b>25 348</b>	88 915
Gain sur entente de règlement	<b>(404 189)</b>	-	<b>(404 189)</b>	-
Quote-part des (profits) pertes d'une coentreprise	<b>(1 781)</b>	266 581	<b>(12 319)</b>	307 414
BAIIA ajusté	<b>561 888</b>	(404 906)	<b>1 288 581</b>	(72 098)

## RÉSULTATS D'EXPLOITATION

### Principales données financières (non vérifiées)

	Période de trois mois terminée		Période de six mois terminée	
	le 31 décembre		le 31 décembre	
	2012	2011	2012	2011
	\$	\$	\$	\$
Revenus	9 418 908	7 056 495	19 401 802	14 126 263
Bénéfice brut	2 461 061	1 592 624	4 923 632	3 337 558
Marge bénéficiaire brute	26,1%	22,6%	25,4%	23,6%
Charges d'exploitation	139 369	181 538	275 141	286 644
Frais de vente	904 630	954 006	1 747 784	1 818 673
Frais administratifs	853 853	919 647	1 717 116	1 774 739
Bénéfice (Perte) net(te)	488 854	(1 214 510)	758 550	(1 302 726)
Bénéfice (Perte) de base et dilué(e) par action	0,008	(0,020)	0,013	(0,022)
BAIIA ajusté	561 888	(404 906)	1 288 581	(72 098)

### Revenus et marge bénéficiaire brute

Les revenus pour le deuxième trimestre de l'exercice 2013 ont atteint 9,4 M \$, un niveau en hausse de 2,3 M \$ ou 33,5 % comparativement aux revenus de 7,1 M \$ enregistrés au trimestre correspondant de l'exercice 2012. Cette augmentation s'explique principalement par les revenus provenant de projets de traitement d'eau, qui ont atteint 6,0 M \$, contre 4,0 M \$ au cours de la période correspondante de l'exercice précédent, soit une hausse de 47,7 %. Près de la moitié des 6,0 M \$ de revenus proviennent de trois projets réalisés dans le domaine pétrolier et gazier dans l'Ouest du Canada et 25 % de projets municipaux aux États-Unis. Il s'agit d'une conséquence directe de la matérialisation de notre carnet de commandes, qui s'élevait à 18,7 M \$ au 31 décembre 2012.

Les revenus provenant des ventes de produits chimiques de spécialité et autres consommables ont affiché une hausse de 0,4 M \$ pour le trimestre, à 3,4 M \$ contre 3,0 M \$ au trimestre correspondant de l'exercice 2012, soit une hausse de 14,3 %. Ces revenus sont de nature récurrente. Nous déployons des efforts soutenus pour augmenter notre empreinte en ajoutant de nouveaux distributeurs de produits chimiques de spécialité. Par ailleurs, nous accordons une attention particulière au maintien des contrats de service sur notre base d'installations tout en continuant à bâtir des relations avec les clients de nos projets récemment mis en service en ajoutant des techniciens de service à notre équipe.

Au cours de ce deuxième trimestre de l'exercice 2013, la Société a généré une marge bénéficiaire brute de 26,1 %, contre 22,6 % pour le deuxième trimestre de l'exercice 2012. Ce niveau représente une nette amélioration comparativement aux niveaux de marge bénéficiaire brute réalisés au cours du premier trimestre de l'exercice 2013 et du quatrième trimestre de l'exercice 2012. Cette performance s'explique principalement par différents facteurs, tels que l'augmentation de notre volume d'affaires et les changements initiés et mis en place depuis le 30 juin 2012 pour renforcer tant l'exécution des projets que les opérations de fabrication, dans l'objectif premier d'accroître la marge bénéficiaire brute. Suite à la restructuration de nos opérations, et en particulier suite au réalignement de nos ressources en ingénierie, notre priorité numéro un reste la poursuite de « l'excellence opérationnelle » dans l'exécution de nos projets – pour une livraison dans les temps, le budget et la qualité. L'amélioration de la marge bénéficiaire brute est également due à l'augmentation de l'exportation des produits chimiques de spécialité qui a maintenu son rythme durant ce deuxième trimestre de l'exercice 2013.

Pour le trimestre, la Société a également ajouté 4,3 M \$ de nouvelles commandes de projets de traitement d'eau. Ces nouvelles commandes, associées aux revenus provenant de la vente de projets réalisés durant le trimestre, ont fait baisser le carnet de commandes à 18,7 M \$ au 31 décembre 2012. Pour le trimestre, le ratio commandes / revenus pour les projets est descendu à 0,7, contre 0,9 au cours du trimestre précédent malgré un niveau de revenus plus bas pour les projets de traitement d'eau. La direction demeure convaincue que son carnet de commandes repassera au-dessus de la barre des 20 M \$ étant donné que les opportunités de ventes sont nombreuses dans nos marchés cibles. Au cours des prochains mois la Société se concentrera sur l'augmentation de notre empreinte en Amérique du Nord pour les projets de traitement d'eau. Au cours des deux derniers trimestres la direction a effectué une importante restructuration de ses activités d'eaux usées, tant d'un point de vue technique que commercial, ce qui servira à la Société de tremplin pour favoriser la croissance dans ce secteur, alors que nous consolidons notre réseau de représentants de ventes.

Le tableau suivant présente l'évolution des revenus et des nouvelles commandes de la Société, ainsi que la fluctuation de son carnet de commandes au cours des six derniers trimestres.

	Exercice 2012				Exercice 2013		Douze derniers mois	Douze mois précédents
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	(T3 & T4 2012 & T1 & T2 2013)	(T3 & T4 2011 & T1 & T2 2012)
Carnet de commandes	31,6 M \$	30,0 M \$	28,1 M \$	20,8 M \$	20,4 M \$	<b>18,7 M \$</b>	N/A	N/A
Commandes de projets de traitement d'eau	0,9 M \$	4,7 M \$	6,0 M \$	4,7 M \$	6,7 M \$	<b>4,3 M \$</b>	<b>21,7 M \$</b>	29,1 M \$
Revenus provenant des projets de traitement d'eau	4,3 M \$	4,1 M \$	6,7 M \$	7,6 M \$	7,1 M \$	<b>6,0 M \$</b>	<b>27,4 M \$</b>	16,8 M \$
<b>Ratio commandes / revenus</b>	<b>0,2</b>	<b>1,1</b>	<b>0,9</b>	<b>0,6</b>	<b>0,9</b>	<b>0,7</b>	<b>0,8</b>	<b>1,7</b>
Revenus provenant des produits chimiques de spécialité et autres consommables (généralement récurrents)	2,8 M \$	3,0 M \$	3,5 M \$	3,9 M \$	2,9 M \$	<b>3,4 M \$</b>	<b>13,7 M \$</b>	12,4 M \$

Le total des revenus pour les douze derniers mois a atteint le niveau record de 41,1 M \$, contre 29,2 M \$ pour les douze mois précédents, ce qui reflète une forte croissance organique. Le niveau de revenus a eu un impact positif très net sur la performance financière de la Société, démontrant l'extensibilité de notre modèle d'affaires.

Les revenus provenant de la vente de produits chimiques de spécialité et autres consommables pour les douze derniers mois ont atteint 13,7 M \$, affichant une hausse de 1,3 M \$ comparativement aux douze mois précédents. Ce niveau de revenus permet à la Société de couvrir une importante portion de ses charges d'exploitation, frais de vente et frais administratifs, ce qui contribue à réduire la variabilité des activités reliées aux projets de traitement d'eau, solidifiant ainsi la performance financière de la Société.

### Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation sont restées relativement stables, à 0,1 M \$ pour ce trimestre, en baisse d'environ 40 000 \$ comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette diminution est en partie due à la réaffectation d'un employé clé, qui est passé d'un rôle de support technique au poste de directeur régional des ventes.

### Frais de vente

Les frais de vente ont baissé d'environ 50 000 \$, s'élevant à 0,9 M \$ pour ce trimestre comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent, malgré des revenus en hausse de 47,7 %. Les frais de vente sont liés aux nouvelles commandes et aux revenus mais ne fluctuent pas de manière proportionnelle. Cette baisse est en partie due à la terminaison de contrats de consultants au cours de l'exercice et à un moindre volume de frais de déplacement.

### Frais administratifs

Les frais administratifs ont diminué d'environ 66 000 \$, soit 7,2 %, pour ce deuxième trimestre de l'exercice 2013 comparativement au deuxième trimestre de l'exercice 2012. Bien que les salaires et les avantages sociaux aient baissé suite à l'élimination de postes de la haute direction en juin 2012, la Société a dû faire face à des frais de bureau plus élevés durant la période de trois mois terminée le 31 décembre 2012 comparativement à la période de trois mois terminée le 31 décembre 2011.

Le ratio des charges d'exploitation, frais de vente et frais administratifs par rapport aux revenus est passé de 29,1 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent à 20,1 % pour ce trimestre. Cette baisse est en partie due à l'augmentation du volume d'affaires et reflète les efforts que nous avons déployés pour atteindre la profitabilité et maximiser l'utilisation de nos ressources internes, ce qui montre l'avantage et l'extensibilité de notre modèle d'affaires. De manière globale, les charges d'exploitation, frais de vente et frais administratifs de la Société affichent une baisse d'environ 160 000 \$ comparativement au trimestre correspondant de l'exercice 2012 et se maintiennent en-deçà du budget prévu pour l'exercice 2013.

## **BAIIA ajusté**

Le BAIIA ajusté pour le trimestre a atteint 561 888 \$, contre (404 906 \$) pour la période correspondante terminée le 31 décembre 2011. Les revenus plus élevés enregistrés durant ce trimestre comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent ainsi que la nette amélioration de la marge bénéficiaire brute, passant de 22,6 % à 26,1 %, et les charges d'exploitation, frais de vente et frais administratifs relativement stables ont également contribué à générer un BAIIA ajusté positif.

## **Autres pertes (gains) – nettes (nets)**

Les autres pertes (gains) – nettes (nets), qui se sont élevées à (23 735 \$) pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2012, contre 18 032 \$ pour le trimestre terminé le 31 décembre 2011, sont principalement composées d'une (perte) gain de change, ce qui est le résultat des seules variations des éléments du fonds de roulement.

## **Charges financières – nettes**

Les charges financières – nettes se sont élevées à 208 021 \$ pour la période terminée le 31 décembre 2012, contre 194 704 \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Ces charges sont principalement liées à la dette à long terme. Sur ce montant, 20 074 \$ représentent la portion théorique et non monétaire des intérêts sur la dette à long terme, et 12 167 \$ correspondent à la désactualisation sur les contreparties éventuelles. Cette légère augmentation est due à une plus forte utilisation de notre facilité de crédit durant le deuxième trimestre de l'exercice fiscal 2013. Alors que la Société continue à rembourser sa dette à long terme, les charges financières devraient diminuer au cours des prochains trimestres.

## **Gain sur entente de règlement**

Le 1<sup>er</sup> décembre 2012, la Société a signé une entente de règlement et quittance avec Donald Ricketts ("M. Ricketts"). Dans le cadre de cette entente, la convention de rachat (la « convention ») datée du 10 avril 2008 relativement à l'acquisition de Wastewater Technology, Inc. a été résiliée avec effet immédiat, et M. Ricketts et la Société ont abandonné tous leurs droits relevant de cette convention. En contrepartie de cet abandon, M. Ricketts a reçu 96 011 \$ et a convenu qu'aucun montant ne lui était dû ou ne lui serait jamais dû dans le cadre de la convention ou en sa qualité d'employé ou de consultant de la Société. Par conséquent, la Société a radié la contrepartie éventuelle relative à cette convention résiliée d'un montant de 404 189 \$ (407 736 US\$) et a inscrit un gain sur entente de règlement du même montant dans ses états de résultats.

## **Quote-part des profits (pertes) dans une coentreprise**

La quote-part des (profits) pertes dans une coentreprise s'est élevée à 1 781 \$ pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2012, contre une quote-part de (profits) pertes de (266 581 \$) pour le trimestre terminé le 31 décembre 2011. Ces profits sont en grande partie attribuables au fait que des projets entrent dans la phase de fabrication, génératrice de revenus plus élevés.

## **Bénéfice (Perte) net(te)**

Le bénéfice (la perte) net(te) s'élevait à 488 854 \$ ou 0,008 \$ par action pour le deuxième trimestre de l'exercice 2013, contre (1 214 510 \$) ou (0,020 \$ par action) pour le deuxième trimestre de l'exercice 2012. Cette amélioration est attribuable à quatre principaux facteurs. Premièrement, la Société a enregistré un haut niveau de revenus. Deuxièmement, la direction a appliqué un contrôle serré sur l'exécution des projets, notamment sur les achats et les heures passées sur les projets. Troisièmement, la direction contrôle étroitement les charges d'exploitation, frais de vente et frais administratifs et s'applique à trouver des économies supplémentaires. Finalement, la Société a enregistré un gain sur entente de règlement relativement à ses activités de traitement des eaux usées.

## **Engagements contractuels**

La Société s'est engagée d'après des contrats de location échéant en 2013, 2014, 2017 et 2022 à verser un montant de 3 392 145 \$ pour des locaux. Les paiements minimums exigibles pour les cinq prochains exercices s'élèvent à 391 334 \$ en 2013, 406 316 \$ en 2014, 410 368 \$ en 2015, 419 273 \$ en 2016 et 428 402 \$ en 2017.

## Informations sur le capital-actions

En date du 31 décembre 2012, 60 145 832 actions ordinaires de la Société étaient en circulation. Aucune action n'a été émise au cours de ce trimestre.

## SITUATION FINANCIÈRE

Le fonds de roulement de la Société a augmenté de 2,5 M \$ au 30 juin 2012 (ratio d'endettement à court terme de 1,19) à 4,1 M \$ au 31 décembre 2012 (ratio d'endettement à court terme de 1,41). Cette augmentation s'explique par la baisse respective de 2,0 M \$ et 0,2 M \$ des débiteurs et de l'excédent de coûts engagés sur la facturation, l'augmentation de 0,7 M \$ des stocks, par la baisse de 1,0 M \$ des créditeurs et charges à payer, par l'augmentation de 0,4 M \$ de l'excédent de la facturation sur les coûts engagés et par le remboursement de la portion à court terme de la dette à long terme.

La dette nette excluant les contreparties éventuelles, qui s'élevait à 4,5 M \$ au 31 décembre 2012, a baissé de près de 1,7 M \$, comparativement aux 6,1 M \$ enregistrés au 30 juin 2012. Cette baisse est principalement due à l'amélioration générale du fonds de roulement, causée quant à elle par l'atteinte d'étapes clés dans la livraison de projets facturés aux clients et encaissés durant les six premiers mois de l'exercice 2013. Cette baisse est également due au remboursement de la dette à long terme après la fin du moratoire exercé durant l'exercice 2012.

Les capitaux propres s'élevaient à 14,2 M \$ au 31 décembre 2012, contre 13,7 M \$ au 30 juin 2012. Au 31 décembre 2012, le ratio d'endettement net était de 0,31, contre 0,45 au 30 juin 2012, ce qui montre que la Société n'est pas surendettée et a amélioré sa situation financière générale.

(en dollars canadiens, sauf le ratio)	Période terminée le 31 décembre 2012	Période terminée le 30 juin 2012
Fonds de roulement	4 123 833	2 518 829
Ratio d'endettement à court terme	1,41	1,19
Dette nette <sup>1</sup>	4 468 429	6 129 684
Capitaux propres	14 232 280	13 744 227
Ratio d'endettement net	0,31	0,45

<sup>1</sup> La dette nette inclut le découvert bancaire, les emprunts bancaires et la dette à long terme, nets de trésorerie et équivalents, mais exclut les contreparties éventuelles.

Au 31 décembre 2012, les débiteurs s'élevaient à 7,3 M \$, contre 9,3 M \$ au 30 juin 2012. Cette baisse de 2,1 M \$ peut être attribuée à la collecte des montants dus par les clients résultant d'un plus haut niveau de facturation à la fin de la dernière période de six mois de l'exercice 2012. Une partie des comptes débiteurs de la Société sont garantis par Exportation et Développement Canada.

Les stocks ont augmenté de 0,7 M \$, passant de 2,2 M \$ au 30 juin 2012 à 2,9 M \$ au 31 décembre 2012. Cette augmentation s'explique principalement par les produits finis fabriqués durant l'été et l'automne en préparation du début de la saison de production acéricole. Les matières premières ont affiché une légère baisse de 0,1 M \$ en raison d'une meilleure utilisation de nos items en main ou à rotation lente.

L'excédent des coûts engagés sur la facturation a diminué de 0,2 M \$, passant de 2,1 M \$ au 30 juin 2012 à 1,9 M \$ au 31 décembre 2012, une augmentation due en grande partie à un nombre similaire de projets actifs pour lesquels il existe des différences entre l'avancement des projets et les échéanciers de facturation des projets. L'excédent de la facturation sur les coûts engagés a augmenté de 0,5 M \$, passant de 1,6 M \$ au 30 juin 2012 à 2,1 M \$ au 31 décembre 2012. Cette augmentation s'explique également par les différences entre l'avancement des projets et les échéanciers de facturation des projets.

Les créditeurs et charges à payer ont baissé de 1,0 M \$, passant de 5,7 M \$ au 30 juin 2012 à 4,7 M \$ au 31 décembre 2012. Cette baisse s'explique par le fait que plusieurs projets de traitement d'eau d'envergure ont finalisé leurs phases de fabrication et d'assemblage et entrent maintenant dans leur phase de mise en service, tandis que les nouveaux projets entrent dans leur phase initiale de conception et d'ingénierie.

La baisse de la tranche courante de la dette à long terme, dont le solde est passé de 2,6 M \$ au 30 juin 2012 à 0,98 M \$ au 31 décembre 2012, s'explique par le remboursement de 0,6 M \$ de la dette à long terme et par la reclassification des passifs non courants de la portion à long terme d'un emprunt auprès d'une autre entité conformément aux termes de remboursement, une renonciation ayant été obtenue.

Suite à l'entente de règlement, la Société a payé 96 011 \$ pour résilier la convention de rachat et a radié la contrepartie éventuelle restante relative à la résiliation de cette convention de rachat d'un montant de 404 189 \$ (407 736 \$).

Pour le deuxième trimestre terminé le 31 décembre 2012, les capitaux propres ont augmenté de 0,5 M \$, passant de 13,7 M \$ au 30 juin 2012 à 14,2 M \$ au 31 décembre 2012. Les éléments suivants ont eu un impact sur les capitaux propres au cours des six premiers mois de l'exercice 2013 : 1) le bénéfice net de 758 550 \$ pour la période de six mois terminée le 31 décembre 2012; 2) la réévaluation du dollar canadien qui a généré une perte de change non matérialisée de 0,3 M \$ résultant de l'écart de conversion des opérations étrangères, principalement pour les entités américaines; et 3) les charges de rémunération à base d'actions de 25 348 \$.

## FLUX DE TRÉSORERIE

Le tableau ci-dessous présente une comparaison des flux de trésorerie de la Société pour les périodes de trois mois et six mois terminées les 31 décembre 2012 et 2011 :

(en dollars canadiens) (non audités)	<b>Période de trois mois terminée le 31 décembre 2012</b>	Période de trois mois terminée le 31 décembre 2011	<b>Période de six mois terminée le 31 décembre 2012</b>	Période de six mois terminée le 31 décembre 2011
	\$	\$	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	<b>1 024 161</b>	(1 408 003)	<b>2 234 375</b>	(325 470)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	<b>(143 743)</b>	(431 222)	<b>(187 866)</b>	(862 121)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	<b>(908 777)</b>	1 312 594	<b>(1 766 490)</b>	945 003
Effet des variations des cours de change sur la trésorerie libellée en devises étrangères	<b>3 057</b>	28 395	<b>(18 628)</b>	44 545
Variation nette	<b>(25 302)</b>	(498 236)	<b>261 391</b>	(198 043)
Trésorerie et équivalents – Début de période	<b>708 025</b>	449 029	<b>421 332</b>	148 836
Trésorerie et équivalents – Fin de période	<b>682 723</b>	(49 207)	<b>682 723</b>	(49 207)

Les activités opérationnelles ont généré 1 024 161 \$ de liquidités pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2012, contre (1 408 003 \$) de liquidités affectées à ces mêmes activités durant la période correspondante terminée le 31 décembre 2011. Cette augmentation s'explique principalement par la nette amélioration du bénéfice net au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2013 comparativement à la période correspondante de l'exercice 2012 et par la variation positive des éléments du fonds de roulement.

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2013, les activités d'investissement ont utilisé (143 743 \$) de liquidités nettes, ce qui est principalement attribuable au paiement final d'une contrepartie éventuelle de 96 011 \$, à l'acquisition d'immobilisations corporelles, notamment des ordinateurs et éléments divers, pour un montant de 42 035 \$, et à l'acquisition d'immobilisations incorporelles, notamment des logiciels pour notre équipe de dessinateurs pour un montant de 6 386 \$.

Les activités de financement ont utilisé (908 777 \$) de liquidités nettes au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2013 contre 1 312 594 \$ de liquidités générées au cours du trimestre correspondant de l'exercice 2012. L'augmentation des liquidités affectées aux activités de financement est principalement attribuable au remboursement des emprunts bancaires. Par ailleurs, la Société a commencé à rembourser ses dettes à long terme, deux moratoires consécutifs de six mois sur le remboursement en capital des dettes à long terme ayant pris fin au cours de l'exercice 2012. Cet élément a eu un impact positif sur le ratio net d'emprunts/capitaux propres, la direction ayant l'intention de réduire sa dette, ce qui réduira ensuite nos charges financières au cours des prochains trimestres.

## SOMMAIRE DE L'INFORMATION FINANCIÈRE TRIMESTRIELLE (non auditée)

(en dollars, à l'exception des données par action)

	Période de trois mois terminée le				Douze derniers mois
	31 décembre 2012	30 septembre 2012	30 juin 2012	31 mars 2012	
Revenus	9 418 908	9 982 894	11 561 332	10 222 312	41 185 446
BALIA ajusté	561 888	726 693	(483 798)	563 603	1 368 386
Bénéfice (Perte) net(te)	488 854	269 696	880 620	(7 651 400)	(6 012 230)
BPA de base et dilué	0,008	0,004	0,014	(0,127)	(0,101)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	1 024 161	1 210 214	1 560 416	(419 247)	3 375 544

	Période de trois mois terminée le				Douze mois précédents
	31 décembre 2011	30 septembre 2011	30 juin 2011	31 mars 2011	
Revenus	7 056 495	7 069 768	7 826 146	7 126 952	29 079 361
BALIA	407 961	323 618	(15 652)	281 125	997 052
Perte nette	(1 214 510)	(88 216)	(72 989)	(125 006)	(1 500 721)
BPA de base et dilué	(0,020)	(0,001)	(0,001)	(0,002)	(0,024)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	(1 408 003)	1 082 533	441 044	417 595	533 169

## GESTION DU CAPITAL

La Société gère le capital dans le but de maintenir une structure de capital souple qui optimise le coût du capital en fonction d'un risque acceptable.

La stratégie financière de la Société est conçue pour atteindre les objectifs susmentionnés et prendre des mesures en fonction de l'évolution de la conjoncture économique et des caractéristiques des risques des actifs sous-jacents. Afin de maintenir ou d'ajuster sa structure du capital, la Société peut émettre ou racheter des actions, contracter ou rembourser des dettes ou entreprendre toute autre activité qu'elle considère comme appropriée dans les circonstances.

La Société s'appuie sur le ratio total des emprunts/capitaux propres pour assurer le suivi de son capital. Le total des emprunts se compose de toutes les dettes portant intérêt, et les capitaux propres sont définis comme le total des capitaux propres.

Le ratio total des emprunts/capitaux propres s'établissait comme suit aux dates suivantes :

	31 décembre 2012	30 juin 2012
	\$	\$
Découvert bancaire	156 388	155 210
Emprunts bancaires	2 054 608	2 868 394
Tranche courante de la dette à long terme <sup>(1)</sup>	981 932	2 580 862
Dette à long terme <sup>(1)</sup>	2 114 612	1 101 760
<b>Dette totale</b>	<b>5 307 540</b>	<b>6 706 226</b>
<b>Capitaux propres</b>	<b>14 232 280</b>	<b>13 744 227</b>
<b>Ratio total des emprunts/capitaux propres</b>	<b>37,3 %</b>	<b>48,8 %</b>

<sup>(1)</sup> La tranche non courante du prêt auprès d'une autre entité a été reclassée en tant que tranche courante de la dette à long terme, l'exonération du prêteur ayant été obtenue après la date de clôture au 30 juin 2012.

La stratégie et les objectifs financiers de la Société mentionnés précédemment n'ont pas changé par rapport à la dernière période de présentation de l'information financière. Ces objectifs et stratégies font l'objet d'une révision annuelle ou plus fréquente, si nécessaire.



La Société a renouvelé ses facilités de crédit en décembre 2012 et les clauses restrictives financières requises ont été modifiées et doivent être respectées sur une base mensuelle. La Société n'est pas soumise à des exigences concernant son capital qui seraient imposées par une autorité de réglementation autres que les clauses restrictives applicables à ses emprunts bancaires auprès de son prêteur pour maintenir les niveaux suivants : 1) un ratio d'endettement inférieur ou égal à 2,50:1,00, 2) un ratio de fonds de roulement supérieur ou égal à 1,30:1,00, et 3) un ratio de couverture des charges fixes supérieur ou égal à 1,00:1,00 et une clause restrictive sur le prêt auprès d'une autre entité pour le maintien du ratio de fonds de roulement à 1,50:1,00. La performance d'affaires est suivie de près et les méthodes les plus rentables de mobilisation de fonds sont prises en compte pour évaluer la conformité avec les clauses restrictives. Au 31 décembre 2012, la Société respectait ses clauses restrictives auprès de la banque mais ne respectait pas le ratio de fonds de roulement pour l'emprunt auprès d'une autre entité; toutefois la Société a reçu une exonération à ce manquement du prêteur.

La Société gère le capital dans le but de maintenir une structure de capital souple qui optimise le coût du capital en fonction d'un risque acceptable. Aux fins de la gestion du capital, la définition du capital inclut les capitaux propres, la dette à long terme, les emprunts bancaires (incluant le découvert bancaire) diminués de la trésorerie et équivalents et les certificats de placement garanti. La Société surveille le capital au moyen de son utilisation de trésorerie mensuelle et ses obligations liées à ses passifs financiers.

### **CONVENTIONS COMPTABLES**

Le lecteur est invité à se reporter au résumé des principales conventions comptables présenté à la note 2 des états financiers consolidés au 30 juin 2012.

### **ENTENTES HORS BILAN**

Au 31 décembre 2012, la Société avait des ententes hors bilan qui consistaient en des lettres de crédit. Au 31 décembre 2012, ces lettres de crédit s'élevaient à 1,3 M \$; ces lettres de crédit expirent à différentes dates durant l'exercice 2013. De ces lettres de crédit, un montant de 1,1 M \$ est garanti par un certificat de placement. Le solde, d'un montant de 0,2 M \$, a été garanti par Exportation et Développement Canada.

## CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Conformément au Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (le « Règlement 52-109 »), nous avons déposé des attestations signées par le chef de la direction et la vice-présidente, finances qui, entre autres, rendent compte de la conception et de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information et de la conception et de l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière.

### Contrôles et procédures de communication de l'information

Le chef de la direction et la vice-présidente, finances ont conçu ou fait concevoir sous leur supervision les contrôles et procédures de communication de l'information, pour fournir une assurance raisonnable que :

- l'information importante relative à la Société leur a été communiquée; et
- l'information à fournir dans les documents visés de la Société par les règlements d'information continue a été comptabilisée, traitée, résumée et présentée aux dates précisées par les lois sur les valeurs mobilières.

Une évaluation de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information a été effectuée sous la supervision du chef de la direction et de la vice-présidente, finances. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et la vice-présidente, finances ont conclu à l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information financière, selon les critères établis dans le cadre de référence de contrôle interne du *Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO)*.

### Contrôles internes à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et la vice-présidente, finances ont aussi conçu ou fait concevoir sous leur supervision des contrôles internes à l'égard de l'information financière, pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été dressés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

### Modifications des contrôles internes à l'égard de l'information financière

Il n'y a eu aucune modification de nos contrôles internes à l'égard de l'information financière survenue au cours de ce trimestre qui ait eu ou dont on pourrait raisonnablement penser qu'elle aura une incidence importante sur nos contrôles internes à l'égard de l'information financière.



## ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités)

Deuxième trimestre terminé le  
31 décembre 2012

Les chiffres correspondants des périodes précédentes présentés dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés inclus au présent rapport n'ont pas été examinés par l'auditeur externe de H<sub>2</sub>O Innovation inc.

Pour plus d'informations :  
Relations avec les investisseurs  
[investisseur@h2oinnovation.com](mailto:investisseur@h2oinnovation.com)

Symboles boursiers :  
Bourse de croissance TSX : HEO  
Alternext : MNEMO : ALHEO

Les rapports financiers, les rapports annuels ainsi que les communiqués de presse sont disponibles sur notre site web : [www.h2oinnovation.com](http://www.h2oinnovation.com) et sur SEDAR.

**ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE**  
 (non audités)

	31 décembre 2012	30 juin 2012
	\$	\$
<b>ACTIF</b>		
<b>Actifs courants</b>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	839 111	576 542
Certificats de placement garanti	1 147 128	1 147 703
Débiteurs (note 3)	7 261 875	9 322 380
Stocks (note 4)	2 936 716	2 250 789
Excédent des coûts engagés sur la facturation	1 981 748	2 154 311
Frais payés d'avance	95 331	132 480
	<b>14 261 909</b>	<b>15 584 205</b>
<b>Actifs non courants</b>		
Immobilisations corporelles	1 927 830	2 026 695
Immobilisations incorporelles	5 013 289	5 459 185
Participation dans une coentreprise	48 384	11 722
Autres actifs	18 091	43 122
Goodwill	2 331 943	2 386 322
Actifs d'impôts différés	2 977 975	2 958 149
	<b>26 580 012</b>	<b>28 469 400</b>
<b>PASSIF</b>		
<b>Passifs courants</b>		
Découvert bancaire	156 388	155 210
Emprunts bancaires	2 054 608	2 868 394
Créditeurs et charges à payer (note 5)	4 709 311	5 742 007
Provisions (note 6)	60 768	40 543
Excédent de la facturation sur les coûts engagés	2 065 467	1 634 724
Impôts sur le résultat à payer	99 410	4 378
Loyers différés	10 192	18 188
Tranche courante de la dette à long terme (note 8)	981 932	2 580 862
Contreparties éventuelles (note 7)	-	21 070
	<b>10 138 076</b>	<b>13 065 376</b>
<b>Passifs non courants</b>		
Dette à long terme (note 8)	2 114 612	1 101 760
Contreparties éventuelles (note 7)	-	460 555
Loyers différés	95 044	97 482
	<b>12 347 732</b>	<b>14 725 173</b>
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
Capital social	45 852 436	45 852 436
Réserve pour les options d'achats d'actions (note 9)	1 846 769	1 821 421
Réserve pour les bons de souscription	370 076	370 076
Déficit	(32 068 224)	(32 826 774)
Cumul des autres éléments du résultat global	(1 768 777)	(1 472 932)
	<b>14 232 280</b>	<b>13 744 227</b>
	<b>26 580 012</b>	<b>28 469 400</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Au nom du conseil,  
Frédéric Dugré

Philippe Gervais




Président et chef de la direction

Président du conseil

**ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES**  
**Pour les périodes de six mois terminées les 31 décembre 2012 et 2011**  
**(non audités)**

ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES DE H<sub>2</sub>O INNOVATION INC.

	Actions ordinaires (Nombre)	Capital social	Réserves			Cumul des autres éléments du résultat global	Total
			Options d'achat d'actions (note 9)	Bons de souscription	Déficit		
		\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Solde au 1<sup>er</sup> juillet 2011</b>	60 145 832	45 852 436	1 734 952	10 143 677	(34 273 772)	(1 922 678)	21 534 615
Charges de rémunération à base d'actions	-	-	88 915	-	-	-	88 915
Frais d'émission d'action dans le cadre de financements	-	-	-	(1 165)	-	-	(1 165)
Perte nette pour la période	-	-	-	-	(1 302 726)	-	(1 302 726)
Autres éléments du résultat global - Écarts de conversion	-	-	-	-	-	737 123	737 123
<b>Solde au 31 décembre 2011</b>	<b>60 145 832</b>	<b>45 852 436</b>	<b>1 823 867</b>	<b>10 142 512</b>	<b>(35 576 498)</b>	<b>(1 185 555)</b>	<b>21 056 762</b>
<b>Solde au 1<sup>er</sup> juillet 2012</b>	60 145 832	45 852 436	1 821 421	370 076	(32 826 774)	(1 472 932)	13 744 227
Charges de rémunération à base d'actions	-	-	25 348	-	-	-	25 348
Bénéfice net pour la période	-	-	-	-	758 550	-	758 550
Autres éléments du résultat global - Écarts de conversion	-	-	-	-	-	(295 845)	(295 845)
<b>Solde au 31 décembre 2012</b>	<b>60 145 832</b>	<b>45 852 436</b>	<b>1 846 769</b>	<b>370 076</b>	<b>(32 068 224)</b>	<b>(1 768 777)</b>	<b>14 232 280</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

**ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DES RÉSULTATS**  
**Pour les périodes de trois mois et six mois terminées les 31 décembre 2012 et 2011**  
**(non audités)**

	Périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Périodes de six mois terminées les 31 décembre	
	2012	2011	2012	2011
	\$	\$	\$	\$
Revenus (note 13)	9 418 908	7 056 495	19 401 802	14 126 263
Coût des marchandises vendues (note 10 a))	6 957 847	5 463 624	14 478 170	10 788 705
<b>Bénéfice brut</b>	<b>2 461 061</b>	<b>1 592 871</b>	<b>4 923 632</b>	<b>3 337 558</b>
Charges d'exploitation (note 10 a))	139 369	181 538	275 141	286 644
Frais de vente (note 10 a))	904 630	954 006	1 747 784	1 818 673
Frais administratifs (note 10 a))	853 853	919 647	1 717 116	1 774 739
Amortissement des immobilisations corporelles (note 10 b))	68 823	69 333	137 307	146 336
Amortissement des actifs incorporels (note 10 b))	177 937	242 659	355 695	476 283
Autres pertes (gains) – nets (note 10 c))	23 735	(18 032)	(58 536)	(369 240)
	2 168 347	2 349 151	4 174 507	4 133 435
<b>Bénéfice (Perte) d'exploitation</b>	<b>292 714</b>	<b>(756 280)</b>	<b>749 125</b>	<b>(795 877)</b>
Produits financiers	(3 584)	(6 807)	(7 987)	(11 378)
Charges financières	211 605	201 511	421 127	400 246
Charges financières – nettes	208 021	194 704	413 140	388 868
Gain sur entente de règlement (note 7)	(404 189)	-	(404 189)	-
Revenus de redevances provenant d'une coentreprise	(13 240)	(3 055)	(21 106)	(12 245)
Quote-part des (profits) pertes d'une coentreprise	(1 781)	266 581	(12 319)	307 414
	(211 189)	458 230	(24 474)	684 037
<b>Bénéfice (Perte) avant impôts</b>	<b>503 903</b>	<b>(1 214 510)</b>	<b>773 599</b>	<b>(1 479 914)</b>
Charge d'impôts exigibles	15 049	-	99 410	-
Économie d'impôts différés	-	-	(84 361)	(177 188)
	15 049	-	15 049	(177 188)
<b>Bénéfice (Perte) net(te) pour la période</b>	<b>488 854</b>	<b>(1 214 510)</b>	<b>758 550</b>	<b>(1 302 726)</b>
<b>Bénéfice (Perte) net(te) par action attribuable aux actionnaires de la Société durant la période</b>				
<b>Bénéfice (Perte) net(te) de base et diluée par action</b>	<b>0,008</b>	<b>(0,020)</b>	<b>0,013</b>	<b>(0,022)</b>
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (note 11)	60 145 832	60 145 832	60 145 832	60 145 832

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

**ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DU RÉSULTAT GLOBAL**  
**Pour les périodes de trois mois et six mois terminées les 31 décembre 2012 et 2011**  
**(non audités)**

	Périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Périodes de six mois terminées les 31 décembre	
	2012	2011	2012	2011
	\$	\$	\$	\$
Bénéfice (Perte) net(te) pour la période	<b>488 854</b>	(1 214 510)	<b>758 550</b>	(1 302 726)
Autres éléments du résultat global – Éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement au bénéfice net				
Écarts de conversion	<b>147 961</b>	(446 825)	<b>(295 845)</b>	737 123
Résultat global pour la période	<b>636 815</b>	(1 661 335)	<b>462 705</b>	(565 603)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

**ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE**  
**Pour les périodes de trois mois et six mois terminées les 31 décembre 2012 et 2011**  
 (non audités)

	Périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Périodes de six mois terminées les 31 décembre	
	2012	2011	2012	2011
	\$	\$	\$	\$
<b>Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles</b>				
Bénéfice (Perte) avant impôts pour la période	503 903	(1 214 510)	773 599	(1 479 914)
Éléments hors caisse				
Charges financières – nettes	208 021	194 704	413 140	388 868
Amortissement des immobilisations corporelles	68 823	69 333	137 307	146 336
Amortissement des actifs incorporels	177 937	242 659	355 695	476 283
Loyers différés	(4 644)	4 591	(9 240)	5 913
Charges de rémunération à base d'actions	9 174	36 327	25 348	88 915
Gain sur entente de règlement	(404 189)	-	(404 189)	-
Quote-part des (profits) pertes d'une coentreprise	(1 781)	266 581	(12 319)	307 414
	557 244	(400 315)	1 279 341	(66 185)
Variation des éléments du fonds de roulement (note 12 a))	463 333	(1 012 524)	951 327	(256 740)
Trésorerie générée par les (affectée aux) activités opérationnelles	1 020 577	(1 412 839)	2 230 668	(322 925)
Intérêts reçus	3 584	6 807	7 987	11 378
Impôts sur le résultat payés	-	(1 971)	(4 280)	(13 923)
Trésorerie nette générée par les (affectée aux) activités opérationnelles	1 024 161	(1 408 003)	2 234 375	(325 470)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>				
Disposition de certificats de placement garantis	689	38	689	115 402
Acquisition de certificats de placement garantis	-	(100 000)	(115)	(100 000)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(42 035)	(56 391)	(48 911)	(154 521)
Investissement dans une coentreprise	-	(200 022)	(25 453)	(200 022)
Acquisitions d'actifs incorporels	(6 386)	(417)	(30 772)	(7 235)
Disposition d'autres éléments d'actif	-	-	12 707	-
Contreparties éventuelles payées (note 7)	(96 011)	(74 430)	(96 011)	(515 745)
Trésorerie nette affectée aux activités d'investissement	(143 743)	(431 222)	(187 866)	(862 121)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>				
Variation des emprunts bancaires	(472 752)	1 489 477	(813 786)	1 255 853
Remboursement de la dette à long terme	(252 588)	(3 591)	(599 096)	(6 946)
Intérêts payés	(183 437)	(173 292)	(353 608)	(302 739)
Frais d'émission de bons de souscription	-	-	-	(1 165)
Trésorerie nette (affectée aux) générée par les activités de financement	(908 777)	1 312 594	(1 766 490)	945 003
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(28 359)	(526 631)	280 019	(242 588)
<b>Effet des variations des cours de change sur le solde de trésorerie libellée en devises étrangères</b>	3 057	28 395	(18 628)	44 545
<b>Augmentation (Diminution) de la trésorerie et des équivalents</b>	(25 302)	(498 236)	261 391	(198 043)
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie – Début de période (note 12 b))</b>	708 025	449 029	421 332	148 836
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie – Fin de période (note 12 b))</b>	682 723	(49 207)	682 723	(49 207)

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.



## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités)

### 1. Description de l'entreprise

H<sub>2</sub>O Innovation inc. (la « Société ») est constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. La Société s'est donnée pour mission de concevoir, développer et mettre sur le marché des solutions novatrices pour la production d'eau potable et le traitement des eaux usées, par la mise au point de systèmes de filtration membranaire et de procédés de traitements biologiques alternatifs qui respectent l'environnement. Parallèlement, et à moindre échelle, la Société poursuit ses activités de fabrication et distribution d'équipements destinés à l'industrie acéricole. Le siège social de la Société est situé au 330, rue Saint-Vallier Est, bureau 340, Québec (Québec), Canada.

### 2. Base de préparation

#### Base de préparation

Les états financiers de la Société sont présentés en dollars canadiens. Toutes les valeurs sont arrondies au dollar le plus près, sauf indication contraire.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été établis conformément à la norme IAS 34, *Information financière intermédiaire* (« IAS 34 »).

Les conventions comptables IFRS exposées dans les états financiers consolidés de la Société pour l'exercice terminé le 30 juin 2012 ont été systématiquement appliquées à toutes les périodes présentées. La note 2 des états financiers consolidés de la Société pour l'exercice terminé le 30 juin 2012 présente une description complète des principales conventions comptables utilisées par la Société.

L'établissement des états financiers en conformité avec IAS 34 exige le recours à certaines estimations comptables cruciales. Il oblige aussi la direction à faire preuve de jugement dans l'application des méthodes comptables de la Société. Les aspects qui comportent un degré plus élevé de jugement ou de complexité, ou les aspects faisant intervenir des hypothèses et estimations significatives sont présentés à la note 3 des états financiers consolidés de la Société pour l'exercice terminé le 30 juin 2012 et demeurent inchangés pour les périodes de trois mois et six mois terminées les 31 décembre 2012.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ont été établis selon le principe de la continuité d'exploitation, en vertu de la convention du coût historique.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés visent à fournir une mise à jour sur les états annuels 2012. Par conséquent ils n'incluent pas toute l'information requise pour les états financiers annuels et doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés audités annuels 2012 de la Société.

Le 12 février 2013, le conseil d'administration de la Société a révisé les états financiers consolidés intermédiaires résumés et autorisé leur publication.

#### Normes et interprétations appliquées durant la période

À compter du 1<sup>er</sup> juillet 2012, la Société a appliqué la modification à la norme IAS 1, *Présentation des états financiers*, qui exige des entités qu'elles séparent en deux groupes les éléments présentés dans les autres éléments du résultat global, selon qu'ils sont susceptibles ou non d'être reclassés ultérieurement dans le bénéfice net.

#### Normes et interprétations publiées en vue d'être appliquées à une date ultérieure

Sauf indication contraire, les normes révisées et modifications ci-après s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013 et leur application anticipée est permise. La Société n'a pas encore évalué l'incidence de ces normes et modifications ou déterminé si elle les appliquerait de façon anticipée.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – (Suite)

- (i) IFRS 9, *Instruments financiers*, a été publiée en novembre 2009 et porte sur le classement et l'évaluation des actifs financiers. Cette norme remplace les modèles d'évaluation à catégories multiples énoncés dans IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*, en ce qui concerne les instruments d'emprunt par un nouveau modèle d'évaluation mixte ne comportant que deux catégories, soit le coût amorti et la juste valeur par le biais du bénéfice net. IFRS 9 remplace également les modèles d'évaluation des instruments de capitaux propres. Ces instruments sont comptabilisés soit à la juste valeur par le biais du bénéfice net, soit à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Lorsque les instruments de capitaux propres sont évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, les dividendes sont comptabilisés au bénéfice net dans la mesure où il est clair qu'ils ne représentent pas un rendement de l'investissement; les autres profits et pertes (y compris toute dépréciation) associés à ces instruments sont conservés indéfiniment dans le cumul des autres éléments du résultat global.

En octobre 2010, des exigences ont été ajoutées à IFRS 9 en ce qui concerne les passifs financiers, exigences qui reprennent essentiellement les dispositions existantes d'IAS 39, si ce n'est du fait que les variations de la juste valeur attribuables au risque de crédit des passifs désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont généralement comptabilisées en autres éléments du résultat global.

Les modifications ci-dessus s'appliquent aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 et l'application anticipée est autorisée.

- (ii) Selon IFRS 10, *États financiers consolidés*, une entité doit consolider une entité émettrice si elle détient le pouvoir sur l'entité émettrice, est exposée ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité émettrice et a la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité émettrice de manière à influencer sur le montant des rendements qu'elle obtient. Selon les IFRS existantes, la consolidation est requise lorsqu'une entité a le pouvoir de diriger les méthodes financières et opérationnelles d'une entité afin de tirer des avantages de ses activités. IFRS 10 remplace SIC-12, *Consolidation – entités ad hoc*, et certaines parties d'IAS 27, *États financiers consolidés et individuels*.
- (iii) Selon IFRS 11, *Partenariats*, un coparticipant ou un coentrepreneur doit classer ses intérêts dans un partenariat à titre de coentreprise ou d'entreprise commune. Les coentreprises seront comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, tandis que, pour les entreprises communes, le coparticipant devra comptabiliser la quote-part qui lui revient des actifs, des passifs, des produits et des charges de l'entreprise commune. Actuellement, selon les IFRS, les entités peuvent opter pour la consolidation proportionnelle ou la mise en équivalence pour comptabiliser leurs intérêts dans des coentreprises. IFRS 11 vient remplacer IAS 31, *Participations dans des coentreprises*, et SIC-13, *Entités contrôlées conjointement — apports non monétaires par des coentrepreneurs*.
- (iv) IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*, fait état des informations à fournir en ce qui concerne les intérêts détenus dans d'autres entités, comme les filiales, les partenariats, les entreprises associées et les entités structurées non consolidées. La norme reprend les obligations d'information existantes et ajoute des obligations d'information importantes en ce qui a trait à la nature des intérêts détenus par une entité dans d'autres entités et les risques qui y sont associés.
- (v) IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*, est une norme exhaustive portant sur l'évaluation de la juste valeur et les informations à fournir pour toutes les IFRS. La nouvelle norme précise que la juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif dans le cadre d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. Selon les IFRS actuelles, les indications relatives aux évaluations de la juste valeur et aux informations à fournir à leur sujet sont disséminées dans les diverses normes qui exigent expressément des évaluations de la juste valeur et, à bien des égards, elles ne sont pas le reflet d'une base d'évaluation claire ou d'obligations d'information uniformes.
- (vi) Des modifications ont également été apportées aux normes existantes, y compris IAS 27, *États financiers consolidés et individuels* (« IAS 27 ») et IAS 28, *Participations dans des entreprises associées et des coentreprises* (« IAS 28 »). IAS 27 traite de la comptabilisation des filiales, des entités contrôlées conjointement et des entreprises associées dans des états financiers non consolidés. IAS 28 a été modifiée pour inclure dans son champ d'application les coentreprises et pour tenir compte des changements apportés, notamment les normes : IFRS 10, IFRS 11, IFRS 12 et IFRS 13.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – (Suite)

3. Débiteurs

	Au 31 décembre 2012	Au 30 juin 2012
	\$	\$
Comptes clients	5 981 933	8 128 294
Retenues sur paiements effectués par des clients dans le cadre de contrats de fabrication	1 016 989	983 900
Provision pour créances douteuses	(284 015)	(258 230)
	<b>6 714 907</b>	<b>8 853 964</b>
Crédits d'impôt à recevoir	89 106	180 040
Autres créances	457 862	288 376
	<b>7 261 875</b>	<b>9 322 380</b>

4. Stocks

	Au 31 décembre 2012	Au 30 juin 2012
	\$	\$
Matières premières	1 027 814	1 112 301
Produits finis	1 908 902	1 138 488
	<b>2 936 716</b>	<b>2 250 789</b>

5. Crédoiteurs et charges à payer

	Au 31 décembre 2012	Au 30 juin 2012
	\$	\$
Fournisseurs	2 811 376	3 792 052
Autres crédoiteurs et autres charges à payer	1 897 935	1 949 955
	<b>4 709 311</b>	<b>5 742 007</b>

6. Provisions

La variation de la valeur comptable des provisions pour garantie peut se résumer comme suit :

	\$
Solde au 30 juin 2011	32 300
Provisions complémentaires comptabilisées	40 116
Palements	(32 760)
Incidence des fluctuations du taux de change	887
Solde au 30 juin 2012	40 543
<b>Provisions complémentaires comptabilisées</b>	<b>42 263</b>
<b>Moins : paiements</b>	<b>(21 346)</b>
<b>Incidence des fluctuations du taux de change</b>	<b>(692)</b>
<b>Solde au 31 décembre 2012</b>	<b>60 768</b>

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – (Suite)

7. Contreparties éventuelles

La variation de la valeur comptable se résume comme suit :

	\$
Solde au 30 juin 2011	1 419 727
Plus : désactualisation	81 591
Moins : paiements	(793 393)
Moins : réduction des contreparties éventuelles aux états consolidés de la perte	(280 142)
Incidence des fluctuations du taux de change	53 842
Solde au 30 juin 2012	481 625
<b>Plus : désactualisation</b>	<b>30 492</b>
<b>Moins : paiements</b>	<b>(96 011)</b>
<b>Moins : entente de règlement</b>	<b>(404 189)</b>
<b>Incidence des fluctuations du taux de change</b>	<b>(11 917)</b>
<b>Solde au 31 décembre 2012</b>	<b>-</b>

Le 1<sup>er</sup> décembre 2012, la Société a signé une entente de règlement et quittance avec Donald Ricketts ("M. Ricketts"). Dans le cadre de cette entente, la convention de rachat (la « convention ») datée du 10 avril 2008 relativement à l'acquisition de Wastewater Technology, Inc. a été résiliée avec effet immédiat, et M. Ricketts et la Société ont abandonné tous leurs droits relevant de cette convention. En contrepartie de cet abandon, M. Ricketts a reçu 96 011 \$ et a convenu qu'aucun montant ne lui était dû ou ne lui serait jamais dû dans le cadre de la convention ou en sa qualité d'employé ou de consultant de la Société. Par conséquent, la Société a radié la contrepartie éventuelle relative à cette convention résiliée d'un montant de 404 189 \$ (407 736 US\$) et a inscrit un gain sur entente de règlement du même montant dans son état des résultats.

8. Dette à long terme

	Au 31 décembre 2012	Au 30 juin 2012
	\$	\$
<b>Non garantie – au coût amorti</b>		
Emprunt bancaire, libellé en dollars canadiens	1 179 886	1 401 737
Emprunt auprès d'autres entités, libellé en dollars canadiens	1 680 597	1 862 820
Emprunts auprès d'actionnaires, libellés en dollars US	150 027	322 391
Emprunt auprès d'autres entités, libellé en dollars US	86 034	95 674
	<b>3 096 544</b>	<b>3 682 622</b>
Moins : tranche courante de la dette à long terme	<b>(981 932)</b>	<b>(2 580 862)</b>
Dette à long terme	<b>2 114 612</b>	<b>1 101 760</b>

Au 31 décembre 2012, la Société ne respecte pas l'une de ses obligations relatives à l'emprunt bancaire auprès d'une autre entité car elle ne maintient pas le ratio de fonds de roulement de 1,5:1 et le ratio capital/dettes de 2,5:1. La Société a toutefois été exonérée de ce manquement par le prêteur.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – (Suite)

9. Capital social

Options d'achat d'actions

L'activité du régime d'options d'achat d'actions de la Société est résumée dans le tableau suivant :

	Période de six mois terminée le 31 décembre 2012		Exercice terminé le 30 juin 2012	
	Nombre	Prix de levée moyen pondéré	Nombre	Prix de levée moyen pondéré
		\$		\$
En circulation au début de la période	2 477 000	0,70	3 945 000	0,80
Échues	(352 500)	1,50	(980 000)	1,22
Annulées par renonciation	-	-	(487 500)	0,50
En circulation à la fin de la période	2 124 500	0,57	2 477 000	0,70

10. Informations complémentaires sur la nature des composantes des charges

a) Dépenses par nature

	Période de trois mois terminée le 30 septembre		Période de six mois terminée le 31 décembre	
	2012	2011	2012	2011
	\$	\$	\$	\$
Matériel	5 392 610	3 953 143	11 210 702	7 164 543
Variations des stocks de matières premières, produits finis et coûts engagés sur excédent de facturation	(251 863)	(1 238 962)	(547 966)	(724 223)
Salaires et avantages sociaux	2 209 401	2 213 957	4 255 267	4 114 499
Sous-traitants et honoraires professionnels	452 204	1 688 767	1 313 985	2 439 506
Loyers, électricité, assurance et frais de bureau	335 111	244 685	665 222	475 552
Télécommunications et frais de transport	283 317	299 100	567 260	585 748
Créances douteuses	23 232	-	25 773	-
Autres dépenses	411 687	358 125	727 968	613 135
Coût total des marchandises vendues, charges d'exploitation, frais de vente et frais administratifs	8 855 699	7 518 815	18 218 211	14 668 761

b) Amortissement

La Société a choisi de présenter l'amortissement en tant que poste distinct dans ses états consolidés intermédiaires résumés des résultats, plutôt que d'indiquer la fraction de ce montant qui a trait au coût des marchandises vendues, aux charges d'exploitation, aux frais de vente et aux frais administratifs dans chacune de ces catégories de coûts. Les tableaux suivants présentent : i) la ventilation de l'amortissement par catégorie de coûts, comme indiqué ci-dessus, pour les périodes de trois mois et six mois terminées les 31 décembre 2012 et 2011; et ii) les montants qui seraient présentés au titre du coût des marchandises vendues, charges d'exploitation, frais de vente et frais administratifs si l'amortissement était ventilé entre ces catégories de coûts pour les périodes susmentionnées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – (Suite)

10. Informations complémentaires sur la nature des composantes des charges (suite)

Amortissement des immobilisations corporelles par fonction	Période de trois mois terminée le 31 décembre		Période de six mois terminée le 31 décembre	
	2012	2011	2012	2011
	\$	\$	\$	\$
Coût des marchandises vendues	30 402	36 771	60 999	79 051
Charges d'exploitation	991	1 365	1 942	2 483
Frais de vente	11 663	10 252	23 352	25 138
Frais administratifs	25 767	20 945	51 014	39 664
	<b>68 823</b>	<b>69 333</b>	<b>137 307</b>	<b>146 336</b>

Amortissement des actifs incorporels par fonction	Période de trois mois terminée le 31 décembre		Période de six mois terminée le 31 décembre	
	2012	2011	2012	2011
	\$	\$	\$	\$
Coût des marchandises vendues	87 097	119 342	174 545	234 287
Frais de vente	78 070	111 828	156 444	219 127
Frais administratifs	12 770	11 489	24 706	22 869
	<b>177 937</b>	<b>242 659</b>	<b>355 695</b>	<b>476 283</b>

Coûts par fonction incluant l'amortissement et la dépréciation des actifs incorporels	Période de trois mois terminée le 31 décembre		Période de six mois terminée le 31 décembre	
	2012	2011	2012	2011
	\$	\$	\$	\$
Coût des marchandises vendues	7 075 346	5 619 737	14 713 714	11 102 044
Charges d'exploitation	140 360	182 903	277 083	289 127
Frais de vente	994 363	1 076 085	1 927 580	2 062 938
Frais administratifs	892 390	952 082	1 792 836	1 837 272

c) Autres (gains) pertes – nets

	Période de trois mois terminée le 31 décembre		Période de six mois terminée le 31 décembre	
	2012	2011	2012	2011
	\$	\$	\$	\$
(Gain) Perte de change	26 484	(20 509)	(51 455)	(318 106)
Autres (revenus) charges	(2 749)	2 477	(7 081)	(49 153)
Gain à la disposition d'actifs	-	-	-	(1 981)
	<b>23 735</b>	<b>(18 032)</b>	<b>(58 536)</b>	<b>(369 240)</b>

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – (Suite)

11. Bénéfice (Perte) net(te) par action

Le tableau suivant définit le nombre moyen pondéré de base et dilué d'actions en circulation utilisé pour calculer la perte de base et diluée par action:

	Période de trois mois terminée le 31 décembre		Période de six mois terminée le 31 décembre	
	2012	2011	2012	2011
<b>Bénéfice (Perte) net(te)</b>	<b>488 854 \$</b>	<b>(1 214 510 \$)</b>	<b>758 550\$</b>	<b>(1 302 726 \$)</b>
<b>Nombre moyen pondéré de base et dilué d'actions en circulation</b>	<b>60 145 832</b>	<b>60 145 832</b>	<b>60 145 832</b>	<b>60 145 832</b>
<b>Bénéfice (Perte) net(te) de base et dilué(e) par action</b>	<b>0,008 \$</b>	<b>(0,020 \$)</b>	<b>0,013 \$</b>	<b>(0,022 \$)</b>

Éléments exclus du calcul du bénéfice (de la perte) net(te) dilué(e) par action, en raison de leur prix d'exercice supérieur au prix moyen du marché des actions ordinaires ou en raison de leur effet anti-dilutif

Options d'achat d'actions	<b>1 743 250</b>	1 885 750
Bons de souscription (nombre d'actions équivalentes)	<b>2 250 000</b>	10 179 877

Pour les périodes de trois mois et six mois terminées les 31 décembre 2012 et 2011, le bénéfice (la perte) net(te) dilué(e) par action était la même que le bénéfice (la perte) net(te) de base par action étant donné que l'exercice présumé des options d'achat d'actions et des bons de souscription d'actions ordinaires est anti-dilutif. Par conséquent, le bénéfice (la perte) net(te) dilué(e) par action pour ces périodes a été calculé d'après le nombre moyen pondéré de base d'actions en circulation.

12. Flux de trésorerie

a) La variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement s'établit comme suit :

	Période de trois mois terminée le 31 décembre		Période de six mois terminée le 31 décembre	
	2012	2011	2012	2011
	\$	\$	\$	\$
Débiteurs	<b>820 006</b>	4 073 655	<b>1 978 433</b>	1 892 371
Stocks	<b>(198 516)</b>	(372 372)	<b>(700 854)</b>	(630 784)
Excédent des coûts engagés sur la facturation	<b>(53 417)</b>	(853 160)	<b>159 959</b>	(84 401)
Frais payés d'avance	<b>307</b>	34 209	<b>36 758</b>	80 727
Créditeurs et charges à payer	<b>(825 939)</b>	(3 825 074)	<b>(981 675)</b>	(1 124 198)
Provisions	<b>4 970</b>	42 933	<b>20 906</b>	20 029
Excédent de la facturation sur les travaux en cours	<b>715 742</b>	(112 715)	<b>437 800</b>	(410 484)
	<b>463 333</b>	<b>(1 012 524)</b>	<b>951 327</b>	<b>(256 740)</b>

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – (Suite)

12. Flux de trésorerie (suite)

b) La trésorerie et les équivalents de trésorerie s'établissent comme suit :

	Période de trois mois terminée le 31 décembre		Période de six mois terminée le 31 décembre	
	2012	2011	2012	2011
	\$	\$	\$	\$
<b>Début de la période</b>				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	924 744	646 851	576 542	440 356
Découvert bancaire	(216 719)	(197 822)	(155 210)	(291 520)
	<b>708 025</b>	<b>449 029</b>	<b>421 332</b>	<b>148 836</b>

	Période de trois mois terminée le 31 décembre		Période de six mois terminée le 31 décembre	
	2012	2011	2012	2011
	\$	\$	\$	\$
<b>Fin de la période</b>				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	839 111	238 149	839 111	238 149
Découvert bancaire	(156 388)	(287 356)	(156 388)	(287 356)
	<b>682 723</b>	<b>(49 207)</b>	<b>682 723</b>	<b>(49 207)</b>

13. Information sectorielle

Produits et services constituant la source de revenus des secteurs isolables

La Société exploite ses activités dans un seul secteur d'exploitation isolable, lequel tire ses produits de la vente de systèmes de production d'eau potable, d'eau de procédés industriels et de traitement d'eaux usées et des services s'y rapportant.

L'analyse des revenus des activités poursuivies de la Société pour la période figure au tableau suivant :

	Période de trois mois terminée le 31 décembre		Période de six mois terminée le 31 décembre	
	2012	2011	2012	2011
	\$	\$	\$	\$
Revenus résultant de la vente de produits consommables	3 442 474	3 010 876	6 385 109	5 776 810
Revenus de contrats de fabrication	5 976 434	4 045 619	13 016 693	8 349 453
	<b>9 418 908</b>	<b>7 056 495</b>	<b>19 401 802</b>	<b>14 126 263</b>

Informations géographiques

	Période de trois mois terminée le 31 décembre		Période de six mois terminée le 31 décembre	
	2012	2011	2012	2011
<b>Revenus provenant de clients externes</b>	\$	\$	\$	\$
Revenus par secteur géographique				
Canada	4 331 372	2 130 338	9 572 915	3 843 500
États-Unis	3 978 733	3 289 229	8 082 351	7 630 262
Tunisie	339 795	1 444 404	339 795	1 738 037
Chine	593 009	83 546	992 267	318 657
Égypte	26 807	-	94 648	161 996
Autres	149 192	108 978	319 826	433 811
	<b>9 418 908</b>	<b>7 056 495</b>	<b>19 401 802</b>	<b>14 126 263</b>



NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités) – (Suite)

13. Information sectorielle (suite)

Les produits sont attribués aux différents pays en fonction du pays de résidence du client.

	Au 31 décembre 2012	Au 30 juin 2012
	\$	\$
Actifs non courants autres que les instruments financiers, participation dans une coentreprise et actifs d'impôt différé par secteur géographique		
Canada	1 692 311	1 732 291
États-Unis	7 580 751	8 139 911
	<b>9 273 062</b>	<b>9 872 202</b>

14. Information sur les parties liées

Rémunération des membres de la haute direction

Le tableau ci-dessous présente la rémunération des membres de la haute direction durant la période:

	Période de trois mois terminée le 31 décembre		Période de six mois terminée le 31 décembre	
	2012	2011	2012	2011
	\$	\$	\$	\$
Avantages à court terme	219 921	156 511	454 471	373 735
Avantages postérieurs à l'emploi	2 400	2 336	5 008	5 844
Paiements fondés sur des actions	7 924	16 420	21 442	45 469
	<b>230 245</b>	<b>175 267</b>	<b>480 921</b>	<b>425 048</b>

La rémunération des hauts dirigeants est déterminée par le comité de rémunération au regard de la performance des individus et des tendances du marché.

## RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

### Administrateurs

**Philippe Gervais**, président du conseil d'administration <sup>(1)</sup>  
**Frédéric Dugré**, président et chef de la direction et administrateur  
**John G. Booth**, administrateur <sup>(2)</sup>  
**Élaine C. Phénix**, administratrice <sup>(1) (2)</sup>  
**André Duquenne**, administrateur  
**Richard Hoel**, administrateur <sup>(1)</sup>  
**Lisa Henthorne**, administratrice <sup>(2)</sup>  
**Laurence E. Gamst**, administrateur <sup>(1)</sup>

<sup>(1)</sup> Comité d'audit

<sup>(2)</sup> Comité de gouvernance, rémunération et risques

### Membres de l'équipe de haute direction

**Frédéric Dugré**, président et chef de la direction  
**Josée Riverin**, V.-P., finances  
**Marc Blanchet**, V.-P., affaires corporatives et juridiques & Secrétaire du conseil  
**Guillaume Clairet**, V.-P. exécutif

### Conseillers juridiques

McCarthy Tétrault S.E.N.C.R.L.

### Auditeurs

Deloitte s.e.n.c.r.l./s.r.l.

### Agent de transfert

Services aux Investisseurs Computershare Inc.

## BUREAUX ET USINES

### Siège social

330, rue St-Vallier Est, suite 340  
Québec, Québec, G1K 9C5  
Téléphone : 418.688.0170  
Télécopieur : 418.688.9259

investisseur@h2oinnovation.com  
www.h2oinnovation.com

### Usines (Amérique du Nord)

201, 1<sup>ère</sup> Avenue  
Ham-Nord, Québec G0P 1A0

1048 La Mirada Court  
Vista, Californie 92081

6840 Shingle Creek Parkway  
Brooklyn Center, Minnesota 55430

### Bureaux des ventes et d'ingénierie

1046, 18<sup>th</sup> Ave SE  
Calgary, Alberta T2G 1L6

H<sub>2</sub>O Innovation India Ltd.  
Chembond Center  
EL-71, M.I.D.C., Mahape  
Navi Mumbai – 400 710  
Maharashtra – Inde

### Usine (Inde)

H<sub>2</sub>O Innovation India Ltd.  
404/B/P-1, Village Dudhawada  
ECP Road, Tal. Padra  
Dist. Vadodara – 391450  
Gujarat – Inde